

MECANISMES D'APPLICATION DE L'APPROCHE PARTICIPATIVE POUR REALISER LE DEVELOPPEMENT LOCAL EN ALGERIE

Mechanisms for applying the participatory approach to achieve local development in Algeria

Serir Abdallah Amina*

Université de Boumerdès, Algérie

a.serir-abdallah@univ-boumerdes.dz

Date de soumission

Submission date

15/10/2022

Date d'acceptation

Acceptance date

08/12/2022

Date de publication

Publication date

31/12/2022

Résumé:

Le développement local représente un ensemble de processus qui se déroulent dans le cadre d'une politique publique locale qui exprime les besoins des unités locales à travers des dirigeants locaux capables d'utiliser et d'exploiter les ressources locales, et de convaincre les citoyens locaux de l'importance de la participation populaire, et de bénéficier des capacités locales pour élever le niveau de vie de tous les citoyens. La contribution des collectivités locales à la réussite des projets de développement, à leur matérialisation et à la préservation des composantes du territoire qu'elles représentent nécessite d'assurer une relation de réciprocité entre le système local et l'environnement social vers lesquels s'orientent les politiques de développement.

Depuis son indépendance, l'État algérien s'est efforcé de suivre une approche de développement basée sur l'incorporation des alternatives formulées par les élites dirigeantes dans le cadre d'une philosophie socialiste basée sur la planification de programmes de développement pour parvenir à un développement collectif, et avec la transformation démocratique qu'a connue l'Algérie et le changement d'approche économique qui l'accompagne en raison de facteurs internes et externes, le processus de développement au niveau local nécessite la participation des membres de la communauté locale à la gestion de leurs affaires publiques.

Mots clés: Développement local ; approche participative; groupes locaux; la communauté locale; politiques de développement local.

* L'auteur Correspondant

Abstract:

Local development represents a set of processes that take place within the framework of a local public policy that expresses the needs of local units through local leaders capable of using and exploiting local resources, and convincing local citizens the importance of popular participation, and of benefiting from local capacities to raise the standard of living of all citizens. The contribution of local authorities to the success of development projects, to their materialization and to the preservation of the components of the territory that they represent requires ensuring a relationship of reciprocity between the local system and the social environment towards which development policies.

Since its independence, the Algerian state has endeavored to follow a development approach based on the incorporation of the alternatives fixed by the ruling elites within the framework of a socialist philosophy based on the planning of development programs to achieve a collective development, and with the democratic transformation that Algeria has experienced and the change in economic approach that accompanies it due to internal and external factors, the development process at the local level requires the participation of members of the local community in the management of their public affairs.

key words: *Local development; participatory approach; local groups; the local community; local development policies.*

Introduction:

Le développement local est basé sur le processus de changement qui se déroule dans le cadre d'une politique publique locale qui exprime les besoins des unités locales en atteignant la coopération entre les efforts populaires et gouvernementaux pour améliorer les niveaux de rassemblements locaux sur le plan économique, socialement, culturellement et civile au sein d'un système complet et intégré qui reflète la contribution des groupes locaux au succès et à l'incarnation des projets de développement et préserve les ingrédients de la région qu'elle représente afin de fournir un partenariat entre l'administration locale et l'environnement social dans lequel le développement est dirigé par un système de communication entre les différents acteurs de cet environnement dans lequel une interaction positive se forme entre les acteurs pour gérer les ressources locales .

l'Algérie fait partie des états d'indépendance modernes qui ont adopté une approche participative pour réaliser le développement de ses

Mécanismes d'application de l'approche participative pour réaliser le développement local en Algérie

régions, et toutes les constitutions algériennes ont stipulé le droit du citoyen de gérer les affaires publiques et de le décrire comme une source de richesse dans diverses formules telles que les piliers les plus importants du système algérien, qui accordent une importance claire au principe de conseil et d'initiative dans les projets de développement locaux.

A partir de celui-ci, la question est importante apparaît en termes de parties formelles et informelles qui participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques de développement locales provenant d'organismes centraux, ainsi que de la société civile et même du secteur privé, et l'issue de l'interaction entre Ces parties sont les résultats du succès ou de l'échec des politiques de développement locales, donc l'approche nécessite de partager les différents rôles avec l'État, mais ces concepts qui représentent le pilier la bonne gouvernance trouvent souvent des obstacles dans le cas algérien, surtout en termes de paradoxe entre les textes juridiques et de la réalité, pour cela, nous allons essayer de répondre au problème représenté dans: Quelles sont les procédures suivies en Algérie pour réaliser le développement au niveau local ? La présence de garanties constitutionnelles et légales reflète-t-elle le principe de la démocratie participative dans la réalité algérienne ?

Selon notre dépendance à l'approche participative ainsi qu'à l'approche institutionnelle et juridique pour résoudre cette problématique, nous avons présenté l'hypothèse suivante :

Le succès des politiques de développement local en Algérie est lié au degré d'excellence et de spécialisation des structures actives des institutions gouvernementales, du secteur privé, de la société civile et des citoyens locaux, et à l'efficacité de ces structures à exercer leurs fonctions dans un véritable partenariat.

-L'importance du sujet:

L'importance de la recherche réside dans le fait qu'elle aborde l'un des sujets importants en sciences sociales, étant donné que l'approche participative est l'une des tendances théoriques modernes qui sont utilisées comme entrée pour expliquer le succès ou l'échec du développement local, et d'un autre côté, la recherche acquiert une importance pratique qui est claire par la réalité de l'application de la démocratie participative au niveau local en Algérie, qui a apporté de nombreux amendements à son système juridique et avec des réformes

politiques et administratives.

- Approche d'étude:

Pour répondre au problème de recherche, il faut suivre les étapes de la recherche scientifique et choisir la méthode de recherche appropriée pour le type de sujet, et selon les objectifs du sujet, l'approche descriptive était basée sur l'accent mis sur les aspects de la recherche : local développement et participation, puis accès aux interprétations à partir de l'analyse de contenu des textes juridiques et des programmes de développement identifiés par l'Algérie.

-Objectifs de recherche:

- Découvrir la relation entre la démocratie participative avec le développement local.
- Analyser les réformes faites par l'Algérie dans le cadre de son adoption du principe de démocratie participative.
- Clarifier les mécanismes constitutionnels et juridiques développés par le législateur algérien pour appliquer les principes de la démocratie participative.
- Découvrir les enjeux du développement local en Algérie.
- Donner des recommandations pour promouvoir la démocratie participative et les événements du développement local en Algérie.

PREMIERE PARTIE

L'IMPACT DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE SUR LA REALISATION DU DEVELOPPEMENT

La démocratie participative est l'une des approches importantes pour réaliser le développement local, en mettant l'accent sur le renforcement des liens entre le citoyen et l'administration locale, ainsi que sur la réalisation de la représentation des citoyens dans les conseils locaux, ce qui se reflète dans le processus de développement qui se déroule dans un cadre participatif.

1- Le concept de développement local et ses dimensions :

Le concept de développement local a un caractère économique, car il a été utilisé à la fin du XVIIIe siècle après son apparition dans la pensée du monde économique, Adam Smith, a été mentionné dans son auteur "Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations" Cela a donné un groupe de mécanismes pour réaliser un développement

Mécanismes d'application de l'approche participative pour réaliser le développement local en Algérie

tel que l'introduction de changements structurels et de politique d'accumulation, et l'application des progrès techniques des facteurs. La question du développement s'est réveillée au début du XXI^e Siècle. On la considérait jusqu'alors réservée aux seuls pays émergents (successivement qualifiés de sous-développés, en voie de développement, ou en développement), alors que les régions du Nord semblaient avoir abandonné cette préoccupation pour se tourner vers des questions de compétitivité des firmes ou de production et de diffusion des connaissances. Pourtant, la crise économique et la croissance mondiale, avec leur cortège d'inégalités, ont conduit à redonner une actualité à cette problématique. Aujourd'hui, les mutations rapides des espaces et des institutions appellent de nouveaux modèles explicatifs des dynamiques territoriales, alors même que se creusent les disparités socio-spatiales. Dans le même temps, s'aiguise la réflexion sur les indicateurs de développement, qui cherchent à dépasser le traditionnel PIB/ tête par des indices de mesure du bien-être ou du bonheur des populations et des individus¹.

Ce concept a été confronté à des difficultés de mise en œuvre en raison de la domination de la doctrine libre et bourgeoise sur l'économie mondiale jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, où le mouvement de libération des pays coloniaux a commencé, ce qui a conduit à des pays d'indépendance modernes cherchant à faire progresser leur économie en définissant des programmes et des projets pour développer diverses régions du pays. Par conséquent, selon François Perroux le terme "développement"², désigne l'ensemble des changements structurels accompagnant la croissance pour se référer aux objectifs nationaux de développement.

Le développement local, il est connu de Pierre Teisserenc³ comme un système ouvert pour son environnement, capable de mobiliser des ressources locales, matérielles et non matérielles, pour bénéficier de sa capacité à produire l'innovation sociale au niveau des méthodes organisationnelles, par une coordination étroite entre les fins économiques et sociales et entre les fonctions de production et les fonctions d'intégration.

Selon GREFFE Xavier⁴ : « Le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. Il sera donc le produit des efforts de

sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contigüité un espace de solidarité active ».

Pour sa part, Farouk Zaki croit que le développement local Ce sont: « les opérations qui existent entre les efforts du peuple et les efforts des autorités gouvernementales, pour améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des sociétés locales et pour atteindre l'intégration de ces sociétés dans le cadre de la protection de la nation et de l'aider à contribuer complètement aux progrès nationaux, et ces opérations sont basées sur deux facteurs fondamentaux: la contribution des gens aux efforts faits pour améliorer leur niveau de vie, ainsi que pour fournir le nécessaire Services techniques et autres d'une manière qui collecterait l'initiative, l'auto-assistance et l'assistance mutuelle entre les éléments de la société et rendrait ces éléments plus efficaces »⁵.

Nous concluons que le développement local est la stratégie de développement orientée vers les travaux visant à renforcer les capacités locales des acteurs locaux et de ses forces motrices, qui traduisent les politiques gouvernementales, et puisque l'État est dans un acteur majeur au service des communautés locales qui permet l'indépendance de ce système Pour négocier avec son environnement (l'État et d'autres autorités locales en particulier), procédures de décision et de distribution de la décision et de l'aide.

Les économistes étaient particulièrement intéressés par les conditions dans lesquelles les résultats de la diversification et de l'emploi dans la politique de développement se produisent, et les personnes géographiques ont cherché à estimer comment développer des terres pour faciliter le succès des projets de développement et leurs impacts en termes de gravité. Les sociologues ont préféré suivre les approches: la première a essayé de considérer la communauté locale comme un système de travail spécifique, dans le but de prouver que la mise en œuvre des politiques de développement est basée sur la dynamique de la construction institutionnelle qui correspond à une étape du processus de transformation dans le système de travail local, la deuxième approche explore les conditions dans lesquelles le remplissage s'est produit des éléments efficaces.

En raison des différents théoriciens sur les moyens les plus importants d'atteindre le développement local, plusieurs théories sont apparues, chacune ayant essayé de trouver une explication des méthodes

Mécanismes d'application de l'approche participative pour réaliser le développement local en Algérie

de développement locales, comme suit:

- La théorie des pôles de croissance : de ses théoriciens, (François Perroux, Herschman... et autres), les idées de cette théorie sont apparues au début des années 60, basées sur le principe de division d'un espace en un groupe de grands pôles hétérogènes, Tout en essayant de comprendre la vie privée et le développement de chaque pôle, et éliminez les différences entre la ville et la campagne.

- Théorie de la base économique : elle se concentre sur l'importance des exportations dans le développement local, où ce dernier est atteint chaque fois que chaque région a les ingrédients qui les qualifient pour l'exportation et augmentent les activités de base et internes.

Selon Claude Lacour, "La croissance urbaine est déterminée par la création d'emplois, qui créent des revenus. Ces revenus proviennent d'activités distinguées, et ces activités conduisent à des exportations, qui assurent des revenus de l'étranger. Ces revenus permettent la fourniture (satisfaction) de divers besoins locaux ainsi que l'expansion de la croissance⁶.

-La théorie du développement par le bas : apparue au début des années 70 et se concentre sur l'idée d'organiser l'économie des transformations qui ont touché les sociétés et leur intérêt davantage pour les aspects sociaux et environnementaux, et d'exiger les communautés locales pour une plus grande contribution aux décisions qui affectent leur vie⁷.

-Théorie du district industriel : il s'agit du rassemblement d'institutions opérant dans un domaine et une région, et l'idée du boycott industriel a été développée par l'italien picatinny qui a mentionné les avantages de la collecte des petites et moyennes entreprises dans la région dans laquelle il est rassemblé.

-Théorie du milieu innovateur : Les propriétaires de cette théorie (un groupe de chercheurs européens) estiment que le développement local a lieu au centre, qui est une région qui contient des éléments et des facteurs capables d'absorber diverses connaissances et de s'adapter à divers changements à travers les accumulations historiques qui existent au sein du centre.⁸.

Le développement ne peut se faire sans la présence de ce milieu, qui

est la région dans laquelle se trouvent les éléments et les facteurs capables de s'adapter aux divers changements à travers les accumulations historiques qui existent au sein du centre.

Selon Denis Maillat « L'environnement (la région) comprend un ensemble intégré d'outils de production, de culture technique et d'éléments qui aident l'organisation à connaître, organiser et utiliser les technologies, et entrée sur le marché, et ainsi le milieu est présenté comme un moyen d'assimilation, de compréhension et de mouvement continu⁹.

Ainsi, le modèle de développement local et son importance dépend de la capacité des acteurs locaux à s'organiser sur le projet, c'est-à-dire à unir un objectif de développement conjoint en mobilisant les capacités et les ressources de la région à travers les trois dimensions suivantes :

- mettant l'accent sur le caractère local et régional des activités.
- Il appelle à examiner la période de ces mesures afin d'envisager un avenir commun dans le contexte du développement régional qui se concentre sur l'objectif commun, qui est de valoriser les ressources.
- Production d'interactions entre les acteurs participant à une approche collective.

2- Caractéristiques du développement local :

- La proximité est un atout majeur car elle s'appuie sur une bureaucratie allégée réduisant les imperfections dans le processus de décision. Par ailleurs, elle implique la

Participation d'un nombre élargi de groupes de population et favorise des synergies entre eux.

- La dimension territoriale limitée et déterminée intégrant le social et le culturel assorti d'un sentiment d'appartenance s'avère un facteur essentiel d'autant plus indispensable que les autres facteurs du développement ; car impliquant les exigences d'une communauté territoriale.

- Si cette multi dimensionnalité reste une référence forte du développement local, il n'en demeure pas moins que les acteurs locaux sont contraints de prendre en compte des contextes plus vastes (région, national) pour s'offrir des ressources techniques, financières et

Humaines accessibles supplémentaires au lieu de compter uniquement sur celles disponibles localement. Cela leur permettra de

Mécanismes d'application de l'approche participative pour réaliser le développement local en Algérie

maitriser et d'intégrer des éléments nécessaires au calcul économique à savoir, la valeur de la monnaie, les taux d'intérêt, la concurrence de productions venant des régions avoisinantes ou même de pays étrangers

...

- Enfin, le développement local est plus qu'une question de décentralisation même si celle-ci reste une condition nécessaire et suffisante sur le plan organisationnel et institutionnel. Si on accepte la conception précédente, le développement local se différencie fondamentalement du processus de décentralisation consistant en la mise en place ou l'extension des pouvoirs de l'Etat attribués à des institutions publiques appelées collectivités locales et dont les compétences sont définies par la loi. Par ailleurs, pour que décentralisation et développement local s'appuient mutuellement l'une l'autre, c'est leur articulation qu'il est nécessaire de concevoir et de chercher à tout moment¹⁰.

3- L'importance du partenariat entre les acteurs du développement local :

L'idée de participer au développement local est l'un des principes fondamentaux sur lesquels la démocratie participative est fondée "qui peut être définie comme:" une présentation institutionnelle de la participation destinée aux citoyens, en se concentrant sur leur implication dans la discussion des choix collectifs visés Pour assurer le contrôle réel du citoyen et maintenir sa participation à prendre des décisions dans tous les domaines"¹¹.

Les acteurs contribuent à motiver les citoyens locaux à participer et à coopérer à travers un processus de coordination basé sur l'action collective à travers une dynamique d'initiatives locales (privées et publiques) qui identifient les acteurs du mouvement solidaire dans des partenariats locaux qui émergent comme des réseaux qui jouent le rôle de améliorer la cohésion sociale et la cohésion territoriale, donc la participation des individus au développement local à travers des niveaux représentés dans les éléments suivants :

- *Participation au niveau individuel : Karl Duch a établi trois sous-niveaux pour participer au niveau individuel :*
 - *Le premier représente les niveaux de participation les plus élevés aux activités politiques et de développement dans la société.*

- Un deuxième niveau comprend en général les personnes intéressées par les questions concernant la société.
 - Un troisième niveau comprend ceux qui contribuent ou participent par intermittence ou obligatoirement. Crises et catastrophes lorsqu'ils estiment que leurs intérêts sont menacés¹².
- *Participation au niveau collectif: à ce niveau la participation est efficace car il est plus organisé, il se fait par le biais d'organisations populaires et d'institutions sociales qui reçoivent une reconnaissance officielle des organismes publics et prennent la participation à ce niveau les formes suivantes : les conseils locaux élus de différents niveaux, partis politiques, syndicats professionnels et travaillistes, sports, clubs sociaux et culturels et fédérations étudiants, sociétés politiques et coopératives et diverses institutions de la société civile..*

La confession des particularités culturelles et sociales semble être la base du développement local pour la réévaluation des communautés locales. Ainsi, la communauté locale est considérée comme un facteur important pour mobiliser de nombreux acteurs grâce à des projets spécifiques collectivement selon une logique régionale. Ces œuvres conjointes sont plus qu'une simple stratégie de réaction au désengagement avec l'état. Le partenariat local conjoint des acteurs combinés dans les projets de réadaptation du quartier, les zones rurales, les villes ou les régions – c'est un mécanisme de reconstruction horizontale et, par conséquent, les acteurs sociaux font partie d'une nouvelle approche où la proximité régionale a la priorité sur les distances sociales¹³.

Des études liées à la participation des acteurs à la mise en œuvre de programmes et de projets de développement spécifiés localement, en distinguant de nombreuses formes de partenariat et ont été collectées dans quatre types principaux :

- ✓ *Partenariat politique : c'est le résultat du partage du pouvoir entre les mécanismes centraux de l'administration de l'état, ainsi que les mécanismes régionaux et locaux. Et l'expérience française reste le meilleur exemple grâce à la réforme administrative qui a eu lieu en 1982.*
- ✓ *Partenariat technique mixte produit: il s'agit de la propriété locale de la technologie et a créé un climat stimulant pour*

Mécanismes d'application de l'approche participative pour réaliser le développement local en Algérie

les entreprises et l'investissement dans le but d'organiser l'économie locale sur une base régionale en établissant un système de production dans lequel la recherche scientifique et les réalisations technologiques sont établies par l'institution institutionnelle et les liens individuels, ce type de partenariat est fermement aux États-Unis¹⁴.

- ✓ *partenariat commercial du secteur privé : la dynamique de l'organisation du projet et la coopération sociale et économique local est encouragée. De nombreuses municipalités américaines ont de telles organisations pour améliorer l'esprit d'initiative pour les entreprises privées pour soutenir les projets de développement social et économique.*
- ✓ *Le partenariat entre la communauté locale : cela se fait par le biais du partenariat entre les associations communautaires, les institutions des autorités locales et les institutions gouvernementales, par exemple : en France, les associations jouent un rôle dans la création de réseaux communautaires et la facilitation des consultations avec les autorités locales.*

Ces types de partenariats visent à encourager l'échange de services entre les individus, afin de développer la qualité de vie et de développer des services d'aide et d'auto-services. Ces «institutions privées et sociales» développent des activités d'intégration durables et de nouvelles initiatives, tout en fournissant des services importants pour la société (santé, postes commerciaux, formation, soins, etc.).

DEUXIEME PARTIE

MECANISMES D'IMPLIQUER LES ACTEURS LOCAUX DANS LA GESTION LOCALE EN ALGERIE

Selon Xavier Greff, tout projet de développement nécessite une analyse préalable de région qui est appelé diagnostic régional. Ce diagnostic doit inclure des éléments tels que la mémoire et l'histoire de la région, déterminer les composants, définir différentes opportunités et capacités et tout diagnostic qui doit prendre en compte la dimension économique, sociétale et institutionnelle.

Par conséquent, les politiques générales de développement local

doivent aider et encourager le développement grâce à un certain nombre de mesures telles que les lois et les initiatives conformément à l'analyse économique, sociale et institutionnelle que Greff¹⁵ a apportée. La perception du développement en Algérie est-elle liée à ces dimensions qui se réunissent à l'importance de la participation des acteurs locaux au processus de développement : citoyen - secteur privé - organisations civiles - administration locale ?

1- Les plans nationaux en tant que mécanisme pour participer aux politiques de développement après l'indépendance :

L'État algérien s'est appuyé sur des plans de développement après l'indépendance après les ravages laissés par le colonialisme et la détérioration économique et sociale , en particulier dans les zones rurales, en adoptant le socialisme comme approche économique basée sur la gestion collective et la participation dans la gestion du processus de développement, Les constitutions de 1963 et 1976 stipulaient l'élargissement et le renforcement de la participation dans le cadre du parti unique, ce qui était mentionné au quatrième paragraphe de la constitution de 1976 : Participation des masses populaires à la conduite des affaires publiques dans tous les domaines afin d'élargir leur front de lutte et d'améliorer leur voie vers le progrès économique et culturel, comme l'affirme l'article 27 que La participation effective du peuple dans le domaine économique, social et la construction culturelle, et dans la gestion et la supervision de l'État est une nécessité imposée par la révolution.¹⁶.

Bien que la participation au développement au cours de cette étape a pris une forme générale, car elle était considérée comme une nécessité pour chacun au niveau national pour atteindre les objectifs des plans de développement. Cependant, la centralisation a dominé la gestion du processus de développement, car il n'était pas possible de parler de participation populaire tant que les groupes locaux n'exercent pas tous leurs pouvoirs, ce qui devrait être cohérent avec les priorités du plan national de développement.

D'un autre côté, en raison de la difficulté de terminer les plans de développement, l'État a modifié ses politiques par l'unification légale des plans: Le plan communal de développement et le plan de modernisation urbaine avec décret n ° 73 / 136 du 09 août 1973, selon laquelle les conditions de gestion ont été transférées à la compétence du gouverneur qui est devenu responsable des crédits financiers, ce qui signifie que les maires et ses conseils populaires sont devenus directement affiliés aux organismes publics. Cependant, l'exigence d'approbation par le

Mécanismes d'application de l'approche participative pour réaliser le développement local en Algérie

gouverneur des programmes et plans de la commune constitue un obstacle à l'effort des communes pour impliquer les citoyens dans les programmes de développement dans le cadre de la sélection d'un projet de développement communal.

2- La participation aux politiques de développement locales après l'ouverture économique :

La transition de l'Algérie vers un système démocratique et l'adoption d'une économie de marché par la constitution du 23 février 1989 ont contribué à la réforme des cadres juridiques et à l'adoption d'une nouvelle approche du développement à travers l'introduction de la démocratie participative dans l'administration locale. Les mécanismes importants sont les suivants :

I. *La politique de la ville* : cette politique est conçue et préparée selon un chemin consultatif et coordonné dans le cadre des principes généraux approuvés par la loi de la ville n ° 06-06¹⁷, qui comprend les procédures suivantes :

- *Le centre* : où les tâches et pouvoirs sectoriels sont affectés aux représentants de l'État au niveau local qui sont choisis en vertu des lois électorales et de la loi municipale.
- *Décentralisation* : donner aux collectivités territoriales des pouvoirs suffisants dans le cadre de leur délégation par les habitants de la ville.
- *La gestion urbaine de proximité* : où les citoyens sont directement impliqués par le mouvement associatif dans la gestion des programmes et des activités.
- *Développement humain* : développer les citoyens à tous les niveaux, afin qu'ils puissent participer au développement local.
- *Médias* : Les citoyens peuvent obtenir en permanence des informations sur le statut, le développement et les perspectives de leur ville.

II. *Aménagement-du-territoire et politique-de l'environnement* :

Décret exécutif n ° 12-433, qui comprend l'organisation de

*l'administration centrale du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement, a approuvé ce qui suit*¹⁸:

- *Créer les conditions d'une concertation avec les acteurs concernés.*
- *Valoriser l'ensemble du travail partenarial avec les différents acteurs conformément aux orientations et objectifs de la politique de la ville.*
- *Favoriser le partenariat avec les opérateurs sociaux et économiques afin de mettre en œuvre la politique de la ville»*¹⁹.

III. *Politique de prévention : L'Etat a mis en place un dispositif juridique pour impliquer les citoyens en les sensibilisant aux dangers qui les entourent et en donnant « à tout citoyen le droit d'être informé des dangers qui le menacent, d'être informé et disposé pour la prévention des dangers majeurs »*²⁰.

IV. *Lutter contre la corruption au niveau local : Le gouvernement a pris des mesures pour assurer une participation active à la prévention de la corruption en tant que menace pour l'ensemble de la société et la communauté locale en particulier en encourageant la participation de la société civile dans la loi 06-01 relative à la prévention et au contrôle de la corruption, qui stipule :*

- ✓ *Amélioration des processus décisionnels.*
- ✓ *Assurer que les gens ont effectivement accès à l'information.*
- ✓ *Mener des activités médiatiques qui contribuent à la criminalisation de la corruption, ainsi que des programmes de sensibilisation du public qui incluent les programmes scolaires et universitaire.*
- ✓ *Respecter et protéger le droit de recevoir, publier et diffuser des informations liées à la corruption.*

3- Les difficultés d'application de l'approche participative pour réaliser le développement local en Algérie

Il est difficile d'évaluer l'efficacité du développement local en raison de la difficulté de mesurer la performance de l'initiative, des acteurs et des régions et les deux derniers points semblent être les plus importants

Mécanismes d'application de l'approche participative pour réaliser le développement local en Algérie

pour évaluer s'il y a effectivement une participation communautaire pour réaliser le développement local

D'autant plus qu'il est difficile d'établir un partenariat entre les initiatives locales et externes, les politiques publiques en soutenant les acteurs locaux dans leurs efforts doivent être accordés une certaine légitimité, et donc une certaine efficacité, et que davantage de décisions soient prises au niveau géographique près des acteurs, et Utilisez-les pour développer des chartes «locaux» qui aideront à développer des travaux dans cette région. Cependant, la participation communautaire à la réalisation du développement local en Algérie connaît encore à de nombreux défis notamment :

- Le problème de l'activation de la concertation dans la première étape d'élaboration des projets, qui commence par une étude de l'opportunité des activités, et qui reste une autorité discrétionnaire pour les élus locaux qui formulent les besoins et demandes des habitants de la commune.*

- Sous-estimer l'importance et le rôle de la discussion ouverte entre l'administration et les citoyens en n'organisant pas de réunions et de rassemblements pour échanger des opinions.*

- La propagation de l'indifférence due au manque de conscience sociale et politique des citoyens locaux.*

- Manque de communication entre les gestionnaires locaux et les citoyens, ce qui fait perdre confiance dans les programmes de développement proposés par les autorités locales.*

- La concentration du secteur privé et des organisations civiles dans le nord de l'Algérie est loin du niveau requis pour contribuer à la réalisation du développement local, en particulier dans les villes de l'intérieur et du désert.*

- L'absence du rôle de l'éducation familiale et des institutions éducatives et religieuses) pour faire prendre conscience du rôle de l'individu dans sa société.*

Conclusion :

Malgré les difficultés de participer au développement local, après avoir adopté une politique économique et sociale, l'Algérie a pu réaliser des progrès remarquables dans plusieurs domaines tels que la santé, l'éducation, la protection sociale, les routes, les réseaux de gaz et

d'électricité, la distribution d'eau, en suivant l'approche Participative, où l'Algérie a pu rompre l'enclavement de nombreuses communes situées en zones rurales et désertiques dans des proportions variables, et d'autres restent modestes, mais restent une avancée vers la participation au développement de la société par l'accomplissement par le citoyen de son devoir électoral comme première étape pour participer à l'administration locale à travers les élus locaux, avec la nécessité de s'engager dans un travail partisan, politique, associatif et même syndical pour assumer des fonctions administratives et politiques dans les groupements locaux et exercer le droit de s'opposer aux décisions qui ne servent pas la collectivité locale en les réinscrivant comme de nouvelles revendications qui empêchent la réalisation des objectifs.

En conséquence, un ensemble de recommandations peut être donné :

- ✓ La nécessité d'activer le principe du conseil local en considérant le rôle des comités de quartier et des associations locales dans les travaux des conseils locaux et élus.*
- ✓ Donner aux citoyens le droit à l'objection et à la discussion dans les délibérations des conseils municipaux et des conseils populaires, et pas seulement la fréquentation et l'écoute sans participation réelle à la résolution des problèmes.*
- ✓ Impliquer les citoyens locaux dans la formulation d'une perception du développement local et la définition de visions et de plans de développement local qui s'incarnent sur le terrain.*
- ✓ Mettre des programmes pour découvrir les compétences et les capacités locales dans divers domaines, ce qui permet de donner une valeur ajoutée aux capacités des groupes locaux.*
- ✓ L'implication des forces humaines locales dans le processus de développement aide à mettre en évidence la responsabilité collective dans la réalisation des objectifs.*
- ✓ La nécessité pour les groupes locaux de former un outil social local à travers lequel tous les processus de discussion et de planification peuvent être pratiqués.*

Mécanismes d'application de l'approche participative pour réaliser le développement local en Algérie

- ✓ L'utilisation d'experts et spécialistes dans le domaine de la mobilisation et du développement des énergies de la communauté locale et promouvoir la responsabilité collective envers le développement local.
- ✓ La nécessité de rechercher des moyens d'impliquer les acteurs au niveau local, d'exploiter les capacités économiques et de se coordonner avec les municipalités qui sont tenues par la loi de trouver des sources d'autofinancement pour répondre aux besoins des citoyens et résoudre leurs problèmes, ce qui suscite le désir des citoyens à participer positivement afin de mettre en œuvre tous les projets de développement.
- ✓ L'adoption des nouveaux médias et technologies de la communication par les collectivités locales est une exigence fondamentale et nécessaire au niveau des administrations locales pour les rapprocher du citoyen, et assurer la rapidité et la qualité des services, ainsi que pour résoudre les problèmes des citoyens selon priorité qui assure une distribution équitable et la transparence de l'information.

Bibliographie :

¹ - André Torre, *Théorie du Développement Territorial*, Géographie, Economie, Société, Vol. 17, 2015, P.274.

²- Karima Boudedja, *Les acteurs et le développement local: outils et représentations*, Doctorat en géographie et Aménagement de l'espace, Université Paul Valéry, Montpellier3, 2013,P.39.

³ - Pierre Teisserenc, " Politique de développement local : la mobilisation des acteurs ", *Sociétés contemporaines*, N°18-19, Juin / Septembre 1994, P.194.

⁴- Creffe Xavier, « Territoires en France, les enjeux économiques de la décentralisation », édition, ECONOMICA, Paris, 1984, P.146.

⁵- Ferrel Heady, *Public Administration : A Comparative Perspective*, Office National des Publications Universitaires, Algérie, 2e édition, 1983, P. 18.

⁶- Claude Lacour, Joseph Lajugie et Pierre Delfaud, *Espace régional et aménagement du territoire*, édition Dalloz, Paris, 1979, P.29.

⁷-Kheider Khanfri, *Financement du développement local en Algérie*, thèse de doctorat en sciences économiques et commerciales et sciences de la gestion, Université d'Algérie 3, 2010, P. 13.

⁸-Ibid, P.16.

⁹- Denis Maillat, *Comportement spatiaux et milieu innovateurs*, In *Encyclopédie D'économie spatiale* Ed, Economica, Paris, 1995, P.256.

¹⁰- Cylia Bouadi, Fazia Salah, "Le rôle des PME dans le développement local : Cas de la commune de Freha", *Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du Diplôme de Master en Sciences Economiques Spécialité : Economie de Développement*, Université Mouloud Mammeri, Tizi-Ouzou, 2018, P.10.

¹¹- Al -Amin Suwaiqat, «Le rôle de la société civile dans la perpétuation de la démocratie participative : étudier les cas d'Algérie et du Maroc», *Politics and Law Books*, n ° 17, juin 2017, P. 245.

¹²- Ahmed Bouzraaa, «Dimensions de la participation démocratique, vision analytique», *Journal of Social and Human Sciences*, n ° 03, 1995, P. 122.

¹³- Christiane Gagnon and Juan-Luis Klein," *Le partenariat dans le développement local : tendances actuelles et perspectives de changement social*," *Partenariat et territoire*, Volume 35, N 95, 1991 p243.

¹⁴- Ibid, P. 245 -246.

¹⁵-Xavier Greffe, *Le Développement Local*, Editions de l'Aube , datar Bibliothèques des territoires Gémenos, 2002, P.201.

¹⁶- Constitution 1976, décret n ° 76-97, daté du 22 novembre 1976, *Journal officiel*, n ° 96, publiée le 24 novembre 1976.

¹⁷- L'article 02 de la loi n° 06-06 du 20 février 2006 portant loi d'orientation de la ville, *Journal officiel*, n° 15, publiée le 12 mars 2006, P. 18.

¹⁸- Article 04 du décret exécutif n° 12-433 du 11 Safar 1434 correspondant au 25 décembre 2012 modifiant et complétant le décret exécutif n° 10-259 du 13 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 21 octobre 2010 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, *Journal officiel*, n ° 71, publié le 26 décembre 2012, P. 11.

¹⁹- Loi n ° 04-20 du 25 décembre 2004 concernant la prévention des dangers majeurs et de la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable, *Journal officiel*, n ° 84, daté du 17 Dhu al-Qi'dah le 1425/29 décembre 2004, P. 16.

²⁰- Loi n° 04-20 du 25 décembre 2004 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable, Journal Officiel n° 84 du 17 Dhu al-Qa'dah 1425/29 décembre, 2004, P.16.